

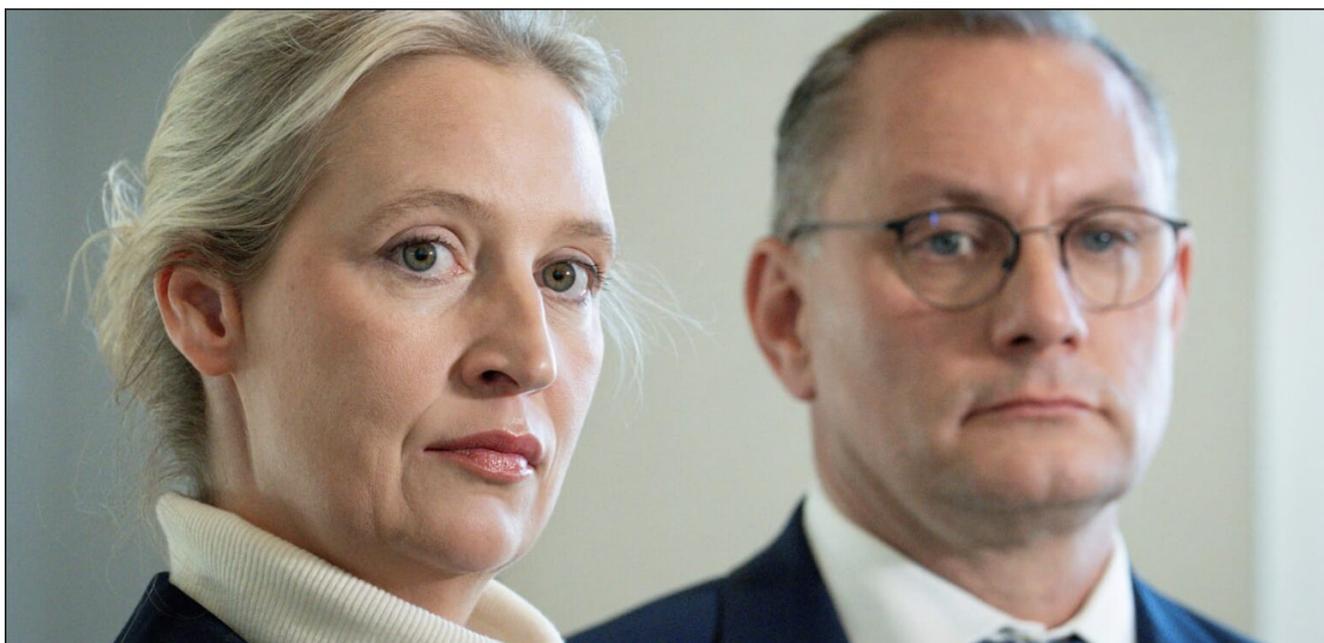
L'AfD : toute intervention pour une guerre étrangère est à exclure

écrit par Jean Schoving | 29 septembre 2025



AfD-Bundestagsfraktionschefs Alice Weidel und Tino Chrupalla

Quelle: picture alliance/Flashpic/Jens Krick



AfD-Bundestagsfraktionschefs Alice Weidel und Tino Chrupalla

Quelle: picture alliance/Flashpic/Jens Krick

Les chefs du groupe parlementaire de l'AfD, Alice Weidel et Tino Chrupalla

« Toute intervention pour une guerre étrangère est à exclure » – L'AfD Est met la pression sur le gouvernement fédéral

Le désaccord qui couve depuis des années au sein de l'AfD concernant le service militaire obligatoire est en passe d'atteindre son point culminant : dans les Länder de l'Est, les associations régionales exigent un renoncement à la demande de réactivation de l'obligation dans l'optique des élections régionales. Elles sont ainsi en conflit avec le groupe parlementaire au Bundestag.

Il n'existe guère de demande que l'on retrouve à ce point permanent dans les programmes de l'Alternative für Deutschland que celle de la réintroduction de la conscription. Longtemps avant que le retour du service armé obligatoire ne soit discuté dans d'autres partis, c'est l'AfD qui remettait toujours la question sur le tapis. Dans son programme fondamental de 2016 ainsi que dans tous les programmes pour les élections au Bundestag et au Parlement européen depuis 2017, le parti AfD associait cette demande à l'argument selon lequel la capacité de défense de l'Allemagne devait être recréée.

Au sein du parti de l'ADN duquel fait partie le renforcement de l'aspect national, il y a toutefois eu, de manière récurrente depuis deux ans et demi un litige à ce sujet.

La discussion menée en coulisses à cet égard se dirige vers un point culminant. La cause en est une intervention d'associations de l'Est de l'Allemagne qui veulent empêcher une demande correspondante du groupe

parlementaire fédéral.

Au bout du compte, c'est la question d'une orientation fondamentale qui est en jeu : l'AfD veut-elle être un parti de soldats ou un parti de la paix ? Les deux sont-ils conciliables ? Et dans quelle mesure ses cadres supérieurs en Allemagne de l'Est peuvent-ils faire valoir leur influence à Berlin ?

« *Pas de conscription pour des guerres étrangères* », proclame une prise de position des chefs du groupe parlementaire de l'AfD en Allemagne de l'Est, dimanche dernier. L'Allemagne « *n'agit pas souverainement en politique étrangère* ». Selon les informations dont dispose Welt am Sonntag, l'initiative provient de l'association régionale Thüringer Landesverband autour de Björn Höcke. Le chef du parti, Tino Chrupalla, qui s'est exprimé dans le passé à plusieurs reprises contre une conscription pendant l'actuelle guerre en Ukraine, était semble-t-il au courant.

Auparavant, la réunion des chefs de commission du groupe parlementaire de l'AfD avait accepté sans le moindre changement la demande « *Assurer les capacités de défense de l'Allemagne – Réactiver la conscription* », ainsi que le montre un procès-verbal du 9 septembre en possession de Welt am Sonntag. Seuls deux chefs de commission y avaient voté contre la demande. Sur ce, elle a été inscrite à l'ordre du jour de la réunion du groupe parlementaire.

Quand est arrivée alors la prise de position des chefs de groupes parlementaires de l'Est, le dimanche, cela a toutefois été annulé. La demande a été « rédigée dès à présent uniquement à cause d'un malentendu » et elle « a été reportée à plus tard pour des délibérations complémentaires », selon un courriel d'un collaborateur adressé au groupe parlementaire le dimanche soir.

Reproche de « volonté d'escalade » à l'encontre du gouvernement

À l'initiative du chef du groupe parlementaire, Bernd Baumann, une rencontre interne a eu lieu mercredi au Bundestag. Des politiciens de la Défense et des représentants de Thuringe et de Saxe-Anhalt ont négocié **un compromis**. Le résultat : dans l'exposé des motifs de la demande sera ajoutée en première position la phrase « **L'intervention de conscrits pour des guerres étrangères est à exclure** ».

Mais cela ne suffit pas aux détracteurs. Ils imputent au gouvernement une « volonté d'escalade ». Ils ont peur en outre pour l'image de paix péniblement construite et utilisent comme argument la prochaine élection parlementaire de Saxe-Anhalt en septembre 2026. Avec cette politique de paix, l'AfD est parvenue dans l'Est du pays justement à gagner à sa cause de nouveaux groupes d'électeurs.

En Allemagne de l'Ouest, cela est toutefois considéré d'un œil nettement plus critique. Là aussi aura lieu une élection parlementaire régionale, et même nettement plus tôt – au mois de mars, en Bade-Wurtemberg. **La candidate tête de liste du parti, Markus Frohnmaier, un proche de la présidente fédérale, Alice Weidel, fait partie des plus grands partisans du service militaire obligatoire au sein du groupe parlementaire**, et en privé, il s'est clairement positionné à cet égard. La majorité du groupe parlementaire est à ses côtés.

Le conflit couve déjà depuis février 2023. À l'époque, le chef du groupe parlementaire au Bundestag, Chrupalla, avait fait en sorte qu'une demande de conscription de la part de ses collègues, pour laquelle était déjà annoncé un débat en séance plénière sur le site Internet du Bundestag, soit à nouveau renvoyée en délibération interne. Lors de la réunion du groupe parlementaire à

l'époque, **Chrupalla avait présenté comme argument, selon des informations dont dispose Welt am Sonntag, ne pas vouloir que ses fils se fassent bousiller dans des « guerres par procuration » ou pour des « intérêts américains et étrangers ».**

Plusieurs soutiens en Saxe se sont ralliés à lui. En interne, des démêlés ont suivi au sujet d'un magazine du groupe parlementaire, pour lequel fut refusé un texte fin prêt de la commission Politique de défense, dans lequel une « réactivation immédiate du service militaire obligatoire » avait été demandée.

Depuis, le conflit a toujours rebondi. En octobre 2024, la commission fédérale Programmes de l'AfD a décidé de rayer la demande dans le programme électoral pour l'élection parlementaire fédérale – y compris avec la voix de Chrupalla. Le puissant fonctionnaire a justifié sa voix négative dans l'interview avec *Welt am Sonntag* en décembre 2024 par l'argument selon lequel l'impression naît dans la discussion actuelle qu'on veut mettre en place le service obligatoire « pour envoyer les jeunes gens au front de la guerre en Ukraine ».

Peu de temps après, ce sont au contraire 71 pour cent des participants à une enquête officieuse des membres du parti qui se sont prononcés pour la demande dans le programme électoral. Le congrès fédéral du parti a suivi le vote en janvier de cette année. Après un congrès à huis clos du groupe parlementaire en juillet, il semblait que le conflit soit calmé. **Malgré certaines voix critiques, on y avait décidé à la majorité d'enregistrer le service militaire obligatoire dans un exposé de position.** Chrupalla affirma par la suite que « personne n'avait dû le convaincre » pour cela. Sur ce, la commission Défense a formulé une demande correspondante lors de la discussion interne du groupe parlementaire.

À présent, le sujet est à nouveau en suspens par suite de l'intervention de l'Est. Lundi, le chef de l'AfD, Weidel a déclaré sur demande de *Welt am Sonntag* que la ligne du parti et du groupe parlementaire était claire – en faveur du service militaire obligatoire. **Mais que ce service obligatoire n'était pas « un moyen éprouvé pour abuser des soldats allemands en les faisant intervenir en Ukraine »**. En dépit des faits réels, elle affirma en outre : « *Les patrons du SPD et aussi de la CDU veulent que notre jeunesse et nos enfants soient envoyés à la guerre.* » Lors d'une des prochaines réunions, le groupe parlementaire veut prendre une décision. Les deux côtés s'attendent à des discussions passionnées.

[Source](#)